



FOLEY
HOAG LLP

Les politiques européennes sur le recyclage et leurs implications en France

*« Les plastiques & les composites : déchets
ou ressources ? » – 10 mai 2016*

Carine Le Roy-Gleizes
Avocat au Barreau de Paris – Cabinet Foley Hoag AARPI

- **Constat** : croissance de la production européenne des matières plastiques (60 Mt en 2008, 66 Mt en 2020) en raison de leur **polyvalence** et de leur **faible coût**
 - **Problématiques environnementales et sanitaires** :
 - Cause principale de pollution des mers et des océans en raison de leur caractère durable ;
 - Risque pour la santé causée par les additifs chimiques, perturbateurs endocriniens ou agents cancérigènes présents dans certains déchets plastiques
- ⇒ **Intervention des pouvoirs publics européens**
- **Enjeux de la présentation** :
 - Exposer les mesures européennes existantes (I.) et projetées (II.) visant à encourager le recyclage des déchets plastiques ;
 - Analyser leurs éventuelles implications sur la réglementation française (III.)

I. Mesures européennes existantes

■ Livre vert vers une stratégie en matière de déchets plastiques dans l'environnement (2013) :

Les constats :

- Aucune directive **spécialement** consacrée aux déchets plastiques ;
- Cadre réglementaire « **fragmenté** » au sein de plusieurs directives :
 - **Objectif de 22, 5 % recyclage des emballages plastiques en 2008** posé par la directive 94/62/CE du 20 décembre 1994 relative aux déchets d'emballages ;
 - **Objectif de 50 % de recyclage des déchets ménagers, incluant notamment les déchets plastiques, en 2020** posé par la directive-cadre 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;
- **Conséquences** engendrées par le cadre réglementaire actuel :
 - **Mise en décharge = principal mode d'élimination** ;
 - Certains déchets plastiques ne sont **soumis à aucun contrôle** (nombre important de ménages non couverts par un système de collecte des déchets municipaux) ;

⇒ Révision de la législation européenne existante

II. Mesures européennes projetées

Deux mesures principales :

- **Mesure générale** présentée par la Commission européenne en décembre 2015 : le **Paquet « économie circulaire »** (A.) ;
- **Mesure spécifique** en cours d'élaboration : la **Stratégie sur les matières plastiques dans l'économie circulaire** (B.)

II. Mesures européennes projetées

A. Le Paquet « économie circulaire » :

- Objectifs contraignants communs pour l'ensemble des Etats membres :
 - **Recyclage et réemploi de 65 % des déchets municipaux** d'ici à 2030 ;
 - **Recyclage et réemploi de 75 % des déchets d'emballages** d'ici à 2030 ;
 - **Réduction de la mise en décharge à tout au plus 10 %** de l'ensemble des déchets d'ici à 2030 et **interdiction pour les déchets collectés séparément** ;
- Nouvelles règles et modalités de calcul de la réalisation des objectifs fixés :
 - **Calcul du poids** des déchets recyclés à l'entrée de l'usine de recyclage avec **possible prise en compte du poids en sortie** de centre de tri à certaines conditions ;
 - **Mécanisme de contrôle et de traçabilité** des déchets municipaux et des déchets d'emballages pour vérifier les objectifs de recyclage de réemploi ;
- Optimisation des plans de gestion des déchets
- Modifications concernant la sortie de statut de déchets et la REP

II. Mesures européennes projetées

B. La Stratégie sur les matières plastiques dans l'économie circulaire :

- **Objectifs** : augmenter le recyclage des déchets plastiques ; réduire leur mise en décharge ; modifier leur cycle de vie ; préserver la compétitivité de l'industrie plastique
- **Plusieurs niveaux d'action** :
 - Production : Processus de production plus efficaces
 - Consommation : Amélioration de l'étiquetage des produits et de l'information des consommateurs
 - Gestion des déchets : Amélioration de la collecte séparée des déchets plastiques ; objectif de recyclage des déchets d'emballages plastiques (55 %) ; objectif de réduction de la mise en décharge de ces déchets ; mise en décharge interdite des déchets collectés séparément ; production d'énergie grâce aux déchets plastiques
 - Matières premières secondaires : standardisation ; rationalisation du transport des déchets ; nouvelle approche des sous-produits et de la fin de vie des déchets
- En attente de la communication de la feuille de route annoncée par la Commission pour mai 2016

Implications pour la réglementation française applicable au cycle de vie des déchets plastiques :

- En amont (**A.**)
- En aval (**B.**)

A. En amont :

Quelques éventuelles futures implications ?

1. Fabrication des produits plastiques tournée vers le recyclage :

- Favoriser l'éco-conception (élimination des substances difficiles à recycler, réduction du nombre de polymères utilisés, utilisation de micro-plastiques) grâce à des incitations économiques ;

2. Meilleure information des consommateurs sur la composition des produits plastiques :

- Améliorer l'étiquetage des produits (écolabel européen par exemple) ;
- Intégrer des critères portant sur l'utilisation de plastique recyclé dans les achats publics ;

3. Améliorer la collecte des déchets plastiques :

- Choisir une forme de collecte adaptée aux spécificités du déchet plastique ;
- Limiter le stockage et l'enfouissement des déchets

B. En aval :

1. Articulation entre les objectifs européens et français de recyclage et de réemploi

■ **Décalage entre certains objectifs fixés par la législation française (loi TECV du 17 août 2015) et ceux posés par le Paquet:**

- Recyclage de 55 % des déchets non dangereux en 2020 et 65 % en 2025 ;
- Réduction de 50 % à l'horizon 2025 des quantités de déchets non dangereux non inertes mis en décharge ;

⇒ Les objectifs français concernent de larges catégories de déchets alors que les objectifs européens s'attachent à des catégories plus précises = **plus grande sévérité des objectifs européens**

■ **Certains objectifs français plus ambitieux que ceux posés par la législation européenne :**

- Décret n° 2016-379 du 30 mars 2016 relatif aux modalités de mise en œuvre de la limitation des sacs en matières plastiques à usage unique = échéancier plus strict que celui prévu par la législation européenne

⇒ **Difficile prévisibilité pour les acteurs du secteur**

2. Adaptation des modalités de contrôle de la réalisation des objectifs fixés

- **Nouveaux modes de calcul du poids des déchets recyclés à définir**
 - **Extension du mécanisme de traçabilité applicable actuellement à :**
 - Certains déchets (BSDA, BSDD) ;
 - Certains exploitants d'installations (tenue d'un registre électronique pour les installations visées à l'art. R. 541-43 du Code de l'environnement ; déclarations GEREP)
- ⇒ **Dispositif de traçabilité permettant de mesurer non seulement le recyclage mais aussi la préparation en vue du réemploi**

3. Révision des plans de gestion des déchets

- **Nécessité de déterminer si les plans de gestion (PDEDMA...) satisfont aux objectifs du Paquet**

- **Durcissement général** des contraintes pesant sur les acteurs du secteur de l'industrie plastique et les gestionnaires des déchets,

- **Incertitudes quant à l'avenir des mesures relatives aux déchets plastiques :**
 - Le Paquet « économie circulaire » est **en cours de discussion devant le Parlement européen** (des objectifs plus contraignants pourraient être adoptés) ;
 - La feuille de route concernant l'élaboration de la Stratégie sur les matières plastiques dans l'économie circulaire va être publiée prochainement.

Merci de votre attention

Carine Le Roy-Gleizes

Avocat au Barreau de Paris

Cabinet Foley Hoag AARPI

01 70 36 61 30

cleroygleizes@foleyhoag.com